

*l'Anti*capitaliste

n°685 | 30 novembre 2023 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

LOI DARMANIN, EXTRÊME DROITE, AUTORITARISME



RIPOSTE

SOCIALE ANTIRACISTE ANTIFASCISTE

ZOOM

Drame de Crépol. Par nos solidarités, faire taire les fachos qui attisent la haine

Page 3

INTERNATIONAL

Écologie. À Dubaï, la COP28 reste aux mains des géants du pétrole

Page 4

ARGUMENTS

Marche pour l'égalité en 1983... Le combat antiraciste continue!

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Simon Assoun de Tsedek!, un collectif de juives et juifs décoloniaux

Page 8

Édito

Stop à la loi Darmanin encore durcie par le Sénat!

Par COMMISSION NATIONALE IMMIGRATION ET ANTIRACISME

Le projet de loi immigration est arrivé à l'Assemblée le 27 novembre en commission des lois. Après le passage au Sénat, la loi Darmanin revient... en pire! Les amendements portés par les sénateurs de droite rendent applicables «au cas par cas» l'article 3 sur les métiers en tension (certains à droite voudraient le voir disparaître), suppriment l'AME (aide médicale d'État) et durcissent encore l'aspect répressif.

Nous allons assister à la foire d'empoigne des députés LR, RN, macronistes réactivant les discours racistes, xénophobes, islamophobes. Les uns voudront garder la loi telle qu'elle a été votée par le Sénat, d'autres non, le RN étant bien sûr dans le camp des partisans d'une loi la plus répressive possible. En fait, ils sont tous d'accord pour bafouer les droits des étrangers, et Darmanin est prêt à tous les arrangements avec les pires réactionnaires pour faire adopter sa loi. Et tout au profit de l'extrême droite, qui peut prétendre, à l'aise, ne «pas faire la politique du pire»!

En face, les députés de gauche des partis de l'ex-Nupes tenteraient de se rassembler contre cette loi. Y parviendront-ils? C'est à souhaiter, mais il ne faudrait pas que ce soit pour l'amender mais pour l'empêcher de passer.

Le réel changement en matière d'immigration ne se fera pas à l'Assemblée. Toutes les avancées légales, aussi minimes soient-elles pour les régularisations du séjour, ont suivi de vastes mobilisations. En octobre, les grèves des travailleurs sans-papiers sur les chantiers des JO et du Grand Paris ont obtenu, 24 heures après le début de leur grève, une promesse d'embauche, ouvrant la voie à une régularisation de plusieurs centaines de grévistes. Et ils sont et seront, dans les prochaines semaines suivis par d'autres.

Ils montrent la voie. Il faut que toutes celles et ceux qui sont antiracistes, favorables à un accueil digne et inconditionnel des exilés, pour la régularisation de tous les sans-papiers se mobilisent le 18 décembre (ou le 16 dans certaines villes). La seule façon de lutter contre les inégalités, les oppressions, les discriminations et les privations de liberté qui constituent une menace pour toute la population laborieuse!

Bien dit

J'espère que le juge va comprendre ce qui nous pousse à nous battre pour un monde meilleur et à nous inscrire dans des actions de désobéissance civile

JULIEN LE GUET, porte-parole du collectif Bassines non merci à la réouverture du procès des organisateurs de la manifestation de Sainte-Soline à Niort, le 28 novembre

LOI DARMANIN, EXTRÊME DROITE, AUTORITARISME

Riposte sociale, antiraciste et antifasciste

Alors que les indicateurs économiques sont décevants pour le gouvernement, Darmanin négocie avec Ciotti et les Républicains pour faire passer sa loi anti-migrantEs et Borne dégage les 49.3 et les politiques antisociales. Un cours autoritaire et une surenchère raciste qui pourrait les prendre à leur propre jeu... pour le plus grand bonheur de l'extrême droite.

La polémique survenue entre Christophe Béchu, le ministre de la Transition écologique, et Bercy, à l'occasion du vendredi de la consommation, n'est sans doute pas anodine. Sous la pression des associations de commerçants, émus par les spots de l'Ademe incitant à ne plus acheter neuf, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, a affirmé: «Je crois profondément à la sobriété mais pas en prenant les vendeurs ou les commerces physiques comme cibles, et pas en culpabilisant».

Comprendre, la sobriété c'est (peut-être) bien, consommer c'est mieux! Car tout ne va pas si bien en macronie. Les effets de la politique économique menée en faveur des riches et des inégalités se font sentir. Ainsi, la consommation des ménages a certes augmenté de 0,8% au troisième trimestre mais après avoir baissé de 1,3% au trimestre précédent. En un mot, elle stagne. Le chômage remonte au troisième trimestre (7,4%). Le nombre de défaillances d'entreprises n'a jamais été aussi haut depuis 2016, notamment dans la restauration. La faute au Covid et au télétravail, on vous dit! L'inflation, les bas salaires et la précarité? Non, le mantra libéral n'en démord pas depuis Sarkozy, il faut «travailler plus pour gagner plus» et consommer!



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Réduire la durée d'indemnisation du chômage des seniors

Dans cet esprit, Le Maire veut réduire la durée d'indemnisation chômage des seniors pour les faire travailler plus longtemps, à l'instar de la réforme du chômage mais aussi pour s'aligner sur la détestable réforme des retraites. Syndicats et patronat avaient trouvé un accord début novembre sur l'assurance chômage, qui n'est pas agréé par le gouvernement en raison du refus des syndicats de salariées de repousser de deux ans les bornes d'âge à partir desquelles les salariées les plus expérimentées peuvent bénéficier

d'une indemnisation rallongée. L'objectif de 5% de chômeurs d'ici la fin du quinquennat — dit de plein emploi! — ne serait pas rempli selon le gouvernement! Dans le même sens, Élisabeth Borne considère désormais les ruptures conventionnelles mises en place sous Sarkozy comme nuisibles à l'emploi. Rappelons qu'elles ne représentent que 11,3% des sorties de CDI, la démission restant de loin la première cause de sortie de CDI (43,5%).

La vérité, c'est que le gouvernement veut accroître la pression sur les travailleurs pour qu'ils acceptent des bas salaires et des conditions de travail dégradées.

À la Une

De motions de censure en surenchères avec la droite

Le dogme néolibéral n'en finit pas de s'appliquer contre la volonté des salariéEs, ou du moins sans leur volonté. On s'en passe, comme on se passe de l'Assemblée nationale. Ainsi Élisabeth Borne en est-elle à sa 19^e utilisation du 49.3 pour faire passer recettes et dépenses du budget de la Sécurité sociale en deuxième lecture, car «Nous avons besoin du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour faire vivre notre modèle social» a-t-elle dit. On s'étouffe deux fois, tant le modèle social est vidé de sa substance et la méthode, autoritaire.

Pendant ce temps, le ministre de l'Intérieur jure ses grands dieux qu'il fera voter sa loi anti-migrantEs, en nous faisant croire que le gouvernement est démocrate. Il négocie avec la droite, dernier minuscule tampon avant la collusion directe avec l'extrême droite. Il occupe l'espace politico-médiatique, dans lequel il passerait presque pour un modéré, tant les grandes chaînes d'information sont saturées de haine xénophobe, islamophobe, raciste...

Dans cet engrenage antisocial et antidémocratique, la crise de régime, qui ne peut diriger que de manière de plus en plus autoritaire pour faire passer ses coups bas, le conduit sur le terrain de l'extrême droite, au risque d'être doublé par Ciotti et les Républicains.

La volonté des travailleurEs pour une véritable politique sociale et d'ouverture des frontières, peut et doit s'exprimer, se faire entendre. Dans la rue le 3 et le 18 décembre contre la loi Darmanin, dans les entreprises et les assemblées générales pour nos salaires, notre Sécu, notre retraite, l'assurance chômage, dans les quartiers contre les discriminations et le droit au logement.

Fabienne Dolet

Acturama



Samedi 25 novembre 2023, à Paris, la manifestation contre les violences de genre à l'appel de deux collectifs féministes a réuni plusieurs dizaines de milliers de personnes: féministes et les soutiens aux droits des PalestinienEs.

PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

À voir sur le site



Combattre les violences de genre, entretien avec Maëlle Noir de Nous Toutes

No comment

Il n'est pas question que les Franciliens financent les Jeux olympiques, mais nous avons trouvé un pass qui sera au juste prix pour financer exactement les 200 millions d'euros supplémentaires.

VALÉRIE PÉCRESSE, présidente de la région et d'Île-de-France Mobilités

Agenda

Dimanche 3 décembre, manifestation pour les droits et la justice, contre le racisme et la loi Darmanin, Paris. À 14h, Montparnasse.



Mercredi 6 décembre, rencontres de La Brèche autour de La révolution et le djihad, Paris 12^e. À 19h, à la librairie La Brèche, 27 rue Taine dans le 12^e. Avec Montassir Sakhî, auteur de *La révolution et le djihad* (éditions La Découverte, 2023) et Catherine Hass, autrice de *Aujourd'hui la guerre*.

Lundi 18 décembre, manifestation contre le racisme et la loi Darmanin, Paris. À l'occasion de la journée internationale des migrantEs, à 17h, Opéra.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

**Directeur
de publication :**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction :**
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

**PALESTINE Courte trêve à Gaza**

Les bombardements ont cessé. « On n'entend plus les avions », se réjouissait un jeune Gazaoui dans une vidéo. L'accord obtenu entre le Hamas et Israël est entré en vigueur le vendredi 24 novembre.



qui est utilisée par Israël depuis plusieurs décennies et permet aux autorités israéliennes de détenir des prisonnierEs palestiniens sans inculpation ni procès, dans l'arbitraire le plus total.

D'ailleurs, la rapporteure spéciale de l'ONU pour les territoires occupés, Francesca Albanese, considérait en juillet dernier que les « pratiques carcérales illégales d'Israël équivalent à des crimes internationaux qui justifient une enquête urgente du Procureur de la Cour pénale internationale », d'autant plus que ces infractions semblent faire partie d'un plan de « dépaletinisation » du territoire et que cela menace l'existence d'un peuple en tant que groupe national cohérent¹. C'est ce régime de détention qu'à subi Salah Hamouri avant d'être déporté d'Israël et de perdre son statut de résident de Jérusalem.

L'utilisation des personnes détenues pour l'échange de prisonniers est une stratégie du Hamas. En 2011, après six ans de détention, le militaire prisonnier du Hamas, Gilad Shalit, a été échangé contre 1500 prisonnierEs palestiniens. Depuis 1967, Israël a détenu environ un million de PalestinienEs dans les territoires occupés, dont des dizaines de milliers d'enfants. Actuellement, il y a 7000 PalestinienEs dans

les prisons israéliennes, dont 160 enfants. Environ 2100 d'entre eux sont détenus sans inculpation ni jugement.

Une trêve prolongée serait la seule issue après l'attaque du Hamas et des groupes armés palestiniens et la guerre menée par Israël sur Gaza.

Faire pression pour que cesse le massacre

Ce n'est pas une surprise, mais Israël est bien décidé à reprendre le bombardement et les massacres : « Rien ne nous arrêtera, et nous sommes convaincus que nous avons la force, la puissance, la volonté et la détermination d'atteindre tous nos objectifs de

guerre, et c'est ce que nous ferons », a déclaré Nétanyahou pour « éliminer le Hamas, faire revenir tous [les] otages et faire en sorte que Gaza ne redevienne pas une menace pour l'État d'Israël ». En Cisjordanie, les attaques sur les civils continuent; plusieurs personnes sont tuées régulièrement dans les territoires occupés alors que les yeux sont braqués ailleurs. Même si Nétanyahou et sa collection de ministres d'extrême droite semblent bien déterminés à amplifier le massacre à Gaza tout en continuant la colonisation en Cisjordanie, leur position politique est fragilisée. La pression interne intense avant le 7 octobre contre sa politique a repris, et plusieurs manifestations en Israël ont eu lieu pour réclamer sa démission et prendre en compte des otages. Cette pression interne ne suffira probablement pas. Il est donc nécessaire d'accroître les pressions internationales pour que cette trêve se prolonge, que s'arrêtent les massacres et les déplacements de population à Gaza. En continuant les manifestations et mobilisations ces prochaines semaines ici!

Édouard Soulier

1 - <https://www.ungeneva.org/fr/news-media/meeting-summary/2023/07/les-pratiques-carcerales-illegales-disrael-equivalent-des-crimes>

DRAME DE CRÉPOL Par nos solidarités, faire taire les fachos qui attisent la haine

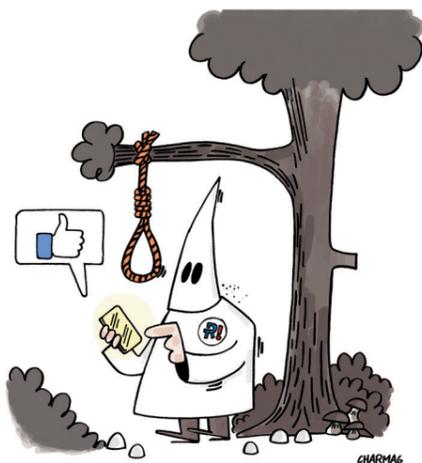
De jeunes nationalistes français se réjouissent de « l'efficacité irlandaise ». Fdsouche titre sur l'incendie d'un centre pour migrantEs à Dublin, à la suite d'une attaque au couteau devant une école, tandis le triste meurtre de Thomas Perotto à Crépol fait monter au créneau les groupuscules d'extrême droite.

Quelques jeunes nervis tentent d'eux une piteuse aventure, samedi 25 novembre, à Romans-sur-Isère... où Éric Ciotti ne voit qu'une manifestation de l'immense émotion qui parcourt le pays. Reconquête! et le Rassemblement national trustent antennes et réseaux sociaux. Tous sont poussés par le traitement médiatique du fait divers tragique de Crépol. Une aubaine pour distiller la xénophobie, sous couvert de « fait de société » « systémique »!

En Irlande comme en France, le mécanisme de l'emballage est similaire. Stanislas Rigault, le jeune zemmourien, s'en félicite : « heureusement, (...) avec des comptes, avec Fdsouche, avec des militants de droite, nous avons réussi à faire monter cette affaire pour que les médias mainstream commencent à en parler ». Jordan Bardella, président du RN, l'affirme dans un message vidéo : « à chaque fois la même barbarie, les mêmes individus, les mêmes indignations, les mêmes faits, et après : quoi? Rien ».

Le fait divers pour viser l'immigré

Quels « mêmes faits » agite la fachosphère? Délinquance et criminalité recourent des réalités différentes, avec des gravités, des fréquences, des auteurs, des victimes diverses. Bardella et consorts ne s'encombrent pas de nuances. Dans son discours, la description des « bandes de cités (...) venues pour planter des blancs » rappelle inmanquablement les exac-



tions du Hamas. L'insécurité ne toucherait que les Français « de souche » soumis à une « une barbarie d'atmosphère qui est le fait de gens à qui la France a tout donné qui, en très grande partie, sont issus de l'immigration... [qui ne sont] pas Français comme vous et moi » (toujours selon Bardella sur Europe 1). La fenêtre médiatique des zemmouriens leur sert essentiellement à déplorer un « francocide ». L'insécurité est la thématique chérie pour régurgiter une seule et même idée simpliste, instillée parmi les travailleurEs touchés par les grands médias et les réseaux sociaux : viser l'immigration, puis l'immigré, le « Français de papier », réduit à ce qu'ils désignent comme musulman ou racaille de cité. Vieille recette brune.

Face à la saturation médiatique, organiser concrètement la solidarité

Et après : « rien »? Au-delà du prétendu laxisme judiciaire, Bardella avance sa réponse politique : « depuis mai 68, l'autorité de l'État, et l'autorité dans la société en général s'est effondrée » (toujours Europe 1). Visant à affermir son électorat dans les classes populaires et moyennes, le RN s'adresse à « cette France ordinaire, celle qui ne casse pas, celle qui se lève tôt et qui travaille dur », écho aux émeutes de cet été. Ses solutions, inefficaces pour prévenir les déviances violentes en tout genre, dessinent en revanche la société qu'il promet y compris aux familles « de souche » : policière, xénophobe et antisociale. Il faut s'attaquer méthodiquement à l'incohérence — ou au contraire à l'effroyable cohérence — des idées du RN qui portent dans les classes populaires.

Allumer des contre-feux dans l'immédiateté dictée par le « tweet », en piochant d'autres faits divers pour tenter de saturer l'espace médiatique est une illusion. Les mobilisations antiracistes doivent continuer d'expérimenter des formes concrètes de solidarité pour casser la logique du « nous » (Français de souche, de la « France périphérique ») contre « eux » (l'étrangerE, l'immigréE et les descendantEs d'une immigration récente). Une tâche difficile qui requiert obstination et lente impatience.

Commission nationale antifasciste

AFRIQUE Au Mali, une nouvelle donne

Si la prise de Kidal, bastion de la rébellion touarègue, est un succès pour la junte, elle risque en retour de favoriser une recomposition des mouvements armés autonomistes et islamistes.

Après plus de dix ans de contrôle par les mouvements rebelles touarègues, les Forces armées maliennes (FAMA) accompagnées des mercenaires de Wagner sont entrées dans Kidal il y a maintenant deux semaines.

La prise de Kidal

Les autorités du Mali ont déployé des moyens importants pour s'emparer de la ville située au nord-ouest du pays. Les attaques aériennes de l'aviation et l'utilisation de drones Bayraktar TB2 de fabrication turque récemment acquis ont été décisives. Si le gouvernement de Bamako se félicite de cette victoire, il se garde bien de parler des dizaines de morts et de blessés civils dont des enfants victimes des bombardements. Les FAMA ont pénétré dans une ville en grande partie désertée par les populations. Quant aux forces rebelles du Cadre stratégique permanent pour la paix, la sécurité et le développement (CSP-PSD), qui regroupe une grande partie des organisations touarègues, elles ont rejoint pour la plupart le massif montagneux de l'Adrar Tigharghar.

Fin de l'accord de paix

C'est incontestablement une victoire pour la junte malienne. Cette dernière, par la voix de son président Assimi Goïta n'avait cessé d'affirmer sa volonté de défendre la souveraineté nationale en recouvrant l'ensemble du territoire. La conséquence directe est que l'accord de paix d'Algérie de 2015 entre mouvements armés et autorité malienne a volé en éclats. Si sur le terrain cet accord n'a jamais été réellement appliqué, il avait cependant l'avantage d'être une référence pour l'ensemble des belligérants. La prise de Kidal s'est faite au détriment de la lutte contre les djihadistes tant du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), lié à Al Qaïda, que de l'État islamique qui commence à amorcer une opération d'enracinement dans la région de Ménaka.

Une victoire à la Pyrrhus ?

Le vrai défi n'est pas de conquérir une ville ou un territoire mais d'y rester et d'être capable d'assurer la sécurité, de l'administrer et d'implémenter les services de l'État. D'autant que les forces rebelles ne manqueront pas de mener une guérilla qui risque d'envenimer les relations déjà tendues entre les FAMA, leur supplétifs russes et les populations. La victoire de la junte peut être fragilisée si on assiste à une alliance entre le CSP-PSD et le GSIM. Bien que les agendas politiques des uns et des autres divergent, des rapprochements peuvent avoir lieu. Iyad Ag Ghali, le dirigeant du GSIM, est un combattant de la première heure de la cause touarègue et est à ce titre très respecté. De plus, les frontières des mouvements armés restent perméables. Ainsi, une option qui désormais devient plausible est d'assister à des attaques convergentes des groupes autonomistes/séparatistes et islamistes comme ce fut le cas au début de la crise malienne en 2012. Un retour en arrière de dix ans qui n'augure rien de bon.

Paul Martial

À lire sur le site



Les syndicats américains et la guerre Israël-Gaza, par Dan La Botz



Victoire électorale de l'extrême droite aux Pays-Bas



Émeutes de Dublin : manœuvres cyniques de l'extrême droite



Des centaines de condamnés dans le maxi-procès de la 'Ndrangheta, la mafia calabraise

ÉCOLOGIE À Dubaï, la COP28 reste aux mains des géants du pétrole

Surnommée COP des fossiles, la COP28 qui va se tenir du 30 novembre au 12 décembre à Dubaï mérite bien son nom. Dans une situation de plus en plus dramatique, les pousse-au-crime climatiques sont aux commandes.

La conférence sera présidée par le Sultan Al Jaber, PDG de la compagnie nationale pétrolière Adnoc et ministre de l'Industrie des Émirats arabes unis (EAU), avec les conseils du cabinet McKinsey qui œuvre aussi pour Chevron, Exxon, BP, Saudi Aramco, Rio Tinto... et préconise d'investir encore 2 700 milliards de dollars par an dans le pétrole et le gaz d'ici 2050.

D'année en année, les émissions de CO₂ continuent d'augmenter. Les subventions publiques aux combustibles fossiles dans les pays du G20 ont plus que doublé entre 2021 et 2022.

Les alertes se multiplient

Sur la trajectoire : António Guterres, secrétaire général des Nations unies, qualifie l'écart entre les réductions des émissions nécessaires et les maigres engagements des États de « véritables canyons souillés de promesses brisées ». Effectivement, les engagements actuels — dont rien n'assure qu'ils seront tenus — conduisent à une hausse des températures de 2,5 à 2,9°C.

Sur la santé : selon le rapport 2023 du *Lancet* sur la santé et les changements climatiques, le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans décédées à cause de la chaleur a augmenté de 85% entre les décennies 1991-2000 et 2013-2022. À l'horizon 2100 et une augmentation moyenne de 2°C, les chaleurs extrêmes tueraient près de cinq fois plus.



CHARMAG

Les émissions ne viennent pas de nulle part

Des chercheurs ont répertorié 422 « bombes carbone », des sites géants d'extraction de pétrole, de gaz et pour moitié de charbon. L'exploitation de l'ensemble de ces sites émettrait 1182 gigatonnes¹ eq CO₂, soit plus du double des 500Gt du budget carbone, le maximum des émissions compatible avec un réchauffement climatique de 1,5°C. TotalEnergies est le deuxième groupe mondial le plus impliqué dans ces bombes — 23 sites d'extraction, dont le plus important au Qatar, avec un potentiel d'émissions d'environ 12 gigatonnes de CO₂. Côté financeurs, les banques françaises sont aussi en bonne place : BNP Paribas et le Crédit agricole sont dans le top 10 ; la

Société générale et BPCE/Natixis, dans le top 50.

Le tour de passe-passe des combustibles fossiles « propres »

Alors que la production de combustibles fossiles devrait dépasser d'ici 2030 le double du volume compatible avec une limitation du réchauffement à 1,5°C³, les promesses mensongères de « gestion du carbone » (captage/stockage du carbone et élimination du dioxyde de carbone) reviennent en force. Pour compenser l'excédent d'émissions, il faudrait éliminer une gigatonne de CO₂ en moins de dix ans. Or, selon différents rapports, l'ensemble de ces projets prévus, en construction et opérationnels en 2030 ne serait, au mieux, capable de capter

que 35-40 % de ce qui serait nécessaire.

Les faits sont têtus. Il n'y a pas d'autre issue que de réduire drastiquement la production des énergies fossiles. Et ce ne sera encore pas cette COP qui en prendra le chemin.

Urgence sociale et urgence climatique

Le dernier rapport d'Oxfam a le grand mérite de lier indissociablement dérèglement climatique et inégalités extrêmes comme les deux défis de notre époque. Il montre combien les super-riches brûlent notre monde par leur hyperconsommation de luxe, leurs intérêts financiers, leur influence politique : ce 1% de la population a été responsable en 2019 d'autant d'émissions de carbone que les 2/3 les plus pauvres. Dénonçant le racisme, le sexisme, le colonialisme, l'ONG affirme à raison que l'égalité à l'échelle mondiale est « l'une des stratégies d'atténuation les plus performantes ». Elle rompt avec le dogme de la croissance économique et en appelle à une nouvelle ère.

Une ère qui, pour nous, doit être celle d'une décroissance juste et écosocialiste qui exige la rupture avec le capitalisme. Et pas seulement de faire payer les riches !

Commission nationale écologie du NPA

1 – 1 Gigatonne = 109 tonnes (Gt)
2 – Tonne eq CO₂ : dont l'effet de serre est équivalent à celui d'une tonne de CO₂.
3 – <https://www.sei.org/publications/production-gap-report-2023/>

AMÉRIQUE LATINE En Argentine, les deux voies du gouvernement de Javier Milei

Le sentiment qui domine en ce moment en Argentine est bien certainement l'incertitude. Quel chemin va emprunter le président Milei à partir du 10 décembre prochain, lors de son investiture ?

Son accord avec l'ex-candidate Bulrich et l'ex-président Macri, les deux représentants de la droite traditionnelle dont le ralliement a permis la victoire de Milei, va-t-il obliger Milei à la modération en adoptant une ligne plus pragmatique de gestion responsable ? Ou est-ce que, face aux difficultés à faire imposer son programme par un parti très faible institutionnellement, c'est la droite traditionnelle qui va, elle, se radicaliser ?

Des inconnues sur le délai de mise en œuvre

À l'heure actuelle, il y a autant d'indices qui mènent à une conclusion qu'à l'autre. D'un côté, Milei l'a déjà annoncé, une baisse de l'inflation peut prendre 18 ou 24 mois. Tout indique donc que la dollarisation promise ne sera pas pour tout de suite. Dans le même sens, il a déjà annoncé qu'il ouvrirait des postes clés de son gouvernement¹ à des représentants de la droite traditionnelle. Mais tout à la fois, il a aussi réaffirmé qu'il n'y aurait pas de gradualisme et que son plan « tronçonneuse » (couper drastiquement dans les dépenses publiques) va, lui, être mis en place immédiatement.

Du côté de la droite, Macri a annoncé dans une interview le 21 novembre les grandes lignes pour la suite. Tous les signes semblent être à la radicalisation, en particulier les menaces adressées au péronisme. L'une des grandes problématiques du gouvernement à venir, c'est qu'il n'aura pas de majorité au Parlement sans une partie au moins des voix des élus péronistes. Macri a enjoint ses derniers à voter les lois de Milei, parce qu'« il y a, a-t-il dit, un mandat populaire très profond et qui est en plus dirigé par les jeunes. Les jeunes ne vont pas rester chez eux si ces messieurs commencent à lancer des pavés. Les jeunes vont saisir leur chance et la défendre »². C'est la menace explicite du recours à des bandes para-étatiques pour empêcher les mouvements sociaux. Le reste de l'interview est tout aussi inquiétant. Macri a distingué deux groupes : l'un quasiment déshumanisé (il a nommé « Orcs » ceux et celles qui résistent) et l'autre composé des « bons » (les jeunes qui ont « la culture du travail de nos grands-parents »). Cette dualité était personnifiée par les figures de Messi et de Maradona (!) : le bon paterfamilias contre le mauvais transgresseur.

Quelle résistance du mouvement social et syndical ?

Cette élection a signifié pour lui la victoire des « gens » contre les « corporations » (cet ennemi invisible éternellement dénoncé par tous les régimes d'ultra droite de l'histoire). « Un État ne rime pas avec providence. Sauf pour ceux qui en ont l'usufruit ». Ce qu'il faut comprendre, c'est que si la tronçonneuse dans les dépenses publiques fait baisser le niveau de vie de certains — celles et ceux qui résistent — ce n'est pas grave, puisque ce sont justement elles et eux qui nous ont mené à la crise actuelle. Cette inconnue politique, qui mettra peut-être du temps à se clarifier, ne sera déterminée que par la réaction du mouvement social et syndical. On ne sait pas encore à quelle vitesse il va réagir, ni quel sera son niveau de résistance aux politiques d'austérité. Ce serait néanmoins une grave erreur d'attendre de voir pour préparer un front unique en défense des libertés démocratiques. La menace n'est peut-être pas immédiate, mais elle est là.

Marie S. et Martin N.

1 – En Argentine, le gouvernement est directement nommé par le président.
2 – Lors de la présidence de Macri, son projet de réforme avait été empêché par une mobilisation qui avait remis au goût du jour le lancer de pavé.

LA MARCHÉ POUR L'ÉGALITÉ EN 1983, ET APRÈS...

LE COMBAT ANTIRACISTE CONTINUE POUR LA JUSTICE ET L'ÉGALITÉ!

Ce 3 décembre se tient à Paris une manifestation à l'appel de l'Intercollectif contre le racisme pour l'égalité et la justice pour commémorer le 40^e anniversaire de la Marche de 1983. Cette année-là, derrière la banderole de tête « pour l'égalité et contre le racisme », une autre banderole : « Rengainez on arrive, la chasse est fermée ». Quarante ans après, la chasse est toujours ouverte ; Nahel en est la dernière victime et le flic qui l'a tué vient d'être libéré. En 1983, comme en 2023, les revendications de justice et d'égalité sont plus que jamais à l'ordre du jour. **Commission nationale immigration et antiracisme**

Dans la foulée de Mai 1968, les immigréEs et leurs enfants sont à l'origine de nombreuses luttes pour l'égalité des droits : grèves pour les salaires, création du Mouvement des travailleurs arabes (MTA) en 1973, grève des loyers et luttes des foyers en 1975, révoltes contre les violences policières à partir de 1980... La période est, par ailleurs, marquée par l'impunité pour les crimes racistes (en 1973 huit Algériens sont assassinés en une semaine) et les peines de justice disproportionnées à l'encontre des jeunes d'origine maghrébine.

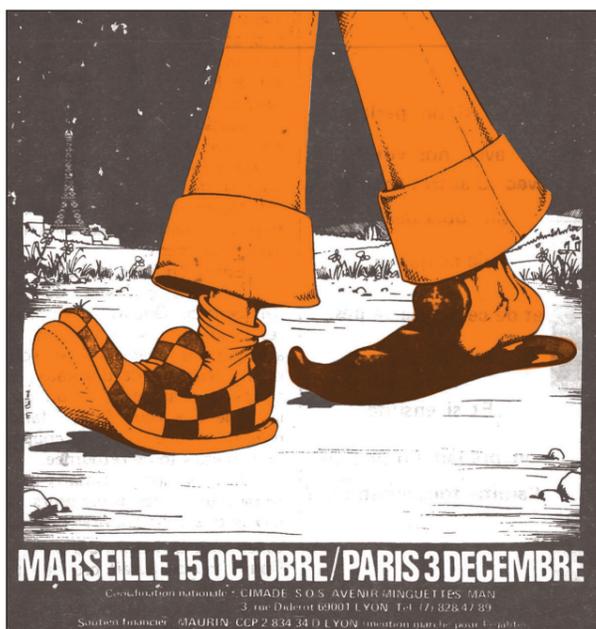
Les Minguettes, un concentré de politique

Les Minguettes est un quartier paupérisé : des barres d'immeuble de la banlieue de Lyon. Au début des années 1980 y convergent trois éléments : des révoltes contre les violences policières et judiciaires, la présence de militantEs qui ont porté les luttes de la décennie précédente et une gauche PC qui s'op-

La marche, un « Mai 1968 des immigréEs » ?

L'expression d'Abdellali Hajjat a de quoi surprendre¹. Pourtant, Kaïssa Titous résume ainsi le contexte politique qui voit l'émergence de la Marche pour l'égalité et contre le racisme : « Les cendres fumantes de la guerre d'Algérie ne sont pas vraiment éteintes. Les assassinats, les ratonnades ou les attaques ciblées par l'extrême droite se poursuivent. La vie des immigrés est rythmée par les descentes de police et les arrestations pour défaut de papiers. »²

pose aux revendications et mobilisations des jeunes. C'est à la suite de grèves de la faim victorieuses en solidarité avec des condamnés, après les révoltes de mars 1983, que des jeunes créent SOS Avenir Minguettes. Le refus de la gauche locale de soutenir les jeunes accélère deux éléments : la nécessité d'une autonomie d'organisation et de revendication sur les questions d'égalité des droits et l'idée de se tourner vers une visibilité nationale des crimes racistes et des violences policières (21 victimes dans la seule année 1983). C'est dans ce contexte que Toumi Djaidja, lui-même blessé par la police, a l'idée de la Marche.



La Marche: une alliance improbable?

L'alliance avec les réseaux chrétiens, autour de Christian Delorme et de la Cimade notamment, doit permettre une plus grande audience de la Marche. Celle-ci est réalisée au détriment des revendications. L'égalité face à la justice et à la police ainsi que dans l'accès à l'emploi et au logement social est reléguée derrière la lutte contre un racisme plus abstrait. Ce glissement explique le faible écho de la Marche dans les quartiers et aux Minguettes notamment. La mort de Habib Grimzi, touriste algérien, le 14 novembre 1983, défenestré par trois prétendants à la Légion étrangère dans le train Bordeaux-Vintimille, marque un tournant pour la

visibilité de la Marche. Ils étaient trente à partir de Marseille le 15 octobre, la Marche est accueillie à Paris par plus de 100 000 personnes où se mêlent militantEs associatifs, politique et syndicaux mais aussi des milliers de jeunes qui font leur combat antiraciste. Une Marche qui clamait haut et fort que les travailleurEs immigrés et leurs familles sont partie intégrante de la société française et ne repartiront pas.

1 - L'expression est empruntée à Abdellali Hajjat, *La Marche pour l'égalité et contre le racisme*, éditions Amsterdam, 2013.
2 - « Les marches (1983-1985) : un rendez-vous manqué, mais une étape pour l'émancipation », entretien avec Kaïssa Titous, *Migrations Société*, 2015/3, n° 159-160, pp. 191 à 208.

Plus que jamais, s'organiser et construire la solidarité contre le racisme

Dès le 15 octobre 2023, date anniversaire du départ de la Marche, plusieurs événements ont été organisés à Marseille et Lyon. Mais loin de la commémoration du 30^e anniversaire qui, sous le quinquennat de Hollande, avait fait l'objet d'une nouvelle tentative de récupération du PS.

À ce jour, Macron s'est contenté d'un tweet aussi discret qu'indécemment saluant le début de ces initiatives « Pour la Liberté contre le racisme. Pour l'Égalité contre les assignations. Pour la Fraternité contre les discriminations ». Surtout pas question de donner quelque visibilité que ce soit à cet événement majeur des luttes antiracistes qui a vu se mobiliser les quartiers populaires racisés et tout particulièrement sa jeunesse. Nous ne doutons pas qu'un Darmanin l'aurait interdite!

De la trahison de la gauche réformatrice à la réaction néolibérale

La Marche de 1983 a été un tournant et la fin des illusions dans l'État providence. L'élan porté par cette immense mobilisation s'est vite heurté à la réalité d'une société française où le passé colonial imprègne profondément l'appareil d'État et en particulier la police, mais aussi une grande partie du personnel politique de droite comme de gauche et où le racisme est intrinsèquement lié à l'exploitation capitaliste. Pour toute réponse aux revendications de justice et d'égalité des MarcheurEs, le président Mitterrand et son gouvernement PS-PCF (qui d'ailleurs avaient « oublié » leur promesse d'un droit de vote

pour les étrangerEs aux élections locales) ont annoncé l'instauration d'un titre de séjour de dix ans... renvoyant les MarcheurEs — dont beaucoup étaient Français mais de parents immigrés — à leur statut d'« étrangers » à peine tolérés! Et, ultime négation de la parole des MarcheurRs, le PS lançait en 1984 son opération SOS-Racisme instrumentalisant la soif d'égalité des MarcheurEs en un antiracisme moral folklorique qui ne posait plus les questions fondamentales en jeu sur le racisme institutionnel en les renvoyant à leurs banlieues. Le slogan « Touche pas à mon pote? » « Un message paternaliste qui veut dire : t'inquiète, petit maghrébin, on va s'occuper de toi. Une manière de nous neutraliser politiquement », déclarait Zohra Boukenouche¹.

Dans le même temps, ce gouvernement, aux prétentions de gauche mais défendant les intérêts du capitalisme français, inoculait le poison de la division raciste, islamophobe, face aux grèves de l'automobile dont les ouvriers immigrés étaient aux avant-postes. Mauroy, Premier ministre PS, dénonçait les travailleurs immigrés pour être « agités par des groupes religieux et politiques qui se déterminent en fonction de critères ayant peu à voir avec les réalités sociales françaises ». Plus clairement

encore, le Darmanin de l'époque, Gaston Defferre, désignait les « intégristes chiïtes ». Le fasciste Le Pen et ses descendantEs ont su prospérer sur le terrain pourri du racisme auquel cette « gauche » a donné alors une légitimité et une respectabilité.

Le poison raciste poursuit ses ravages

Le capitalisme a intrinsèquement besoin d'une armée de réserve exploitable à merci, une immigration jetable en fonction de ses besoins. Mais la Marche tout comme les grèves ouvrières « immigrées » ont montré à la bourgeoisie et à ses politiciens que les travailleurEs immigréEs et leurs familles ne repartiront pas! Le poison raciste alors inoculé va poursuivre dans les décennies suivantes ses ravages, alimenté par les crises économiques de plus en plus graves que le capitalisme va connaître, avec des politiques de plus en plus antisociales de la part de gouvernements néolibéraux aussi bien de droite que « de gauche ». Plus que jamais il est indispensable à la survie du capitalisme de répondre au désespoir grandissant des classes populaires « françaises de souche » en jetant en pâture des boucs émissaires — des ennemis de l'extérieur et de l'intérieur : les



migrantEs, les jeunes des quartiers populaires, musulmanEs ou supposés l'être, terroristes en puissance, etc. Multiplication et durcissement des lois et décrets racistes, fermeture des frontières aux migrantEs voués à mourir sur les routes de l'exil, surexploitation des sans-papierEs, quartiers populaires abandonnés par la politique sociale mais pas par une police de plus en plus brutale, gangrenée par les fascistes. À la différence des révoltes de 2005, la révolte des quartiers populaires en réaction à l'assassinat de Nahel a vu s'amorcer un mouvement unitaire de solidarité. Il doit s'approfondir et s'élargir. Les luttes des migrantEs, des sans-papierEs, des jeunes des quartiers populaires racisés sont les nôtres!

1 - Zohra Boukenouche, l'une des fondatrices de radio Gazelle, une des premières radios libres, multiculturelle, lancée dans les quartiers Nord de Marseille.

SANS-PAPIERS La résistance des grévistes d'Emmaüs face à la répression

Depuis 153 jours, 21 compagnonEs d'Emmaüs, sur les 30 présentEs sur le site de Saint-André-lez-Lille, sont en grève. Iels demandent leur régularisation car, pour certainEs, cela fait huit ans qu'iels sont sur le sol français avec des enfants scolarisés.

Le fait de ne pas posséder le titre de séjour les empêche de trouver une issue, de chercher un autre travail ou de prétendre à un logement décent. Avec un salaire de 150 euros par mois, duquel il faut enlever les charges de la maison de l'association dans laquelle iels habitent, leur situation s'apparente à une forme contemporaine d'esclavage qui se heurte aux principes humanistes affichés par Emmaüs.

La contestation se répand dans les autres sites du Nord de la France

Leur détermination est incroyable et a entraîné une dynamique dans d'autres sites Emmaüs dans le Nord de la France. Le 22 août, ce sont en effet les compagnons de Grande-Synthe (à côté de Dunkerque) qui ont rejoint la lutte en affichant les mêmes revendications. En démontrant la même ténacité que les travailleurs et les travailleuses de Saint-André, iels en sont maintenant à leur 96^e jour de grève. Iels ont été suiviEs, il y a quelques semaines, par les compagnonEs de Nieppe (au nord de Lille) qui se sont aussi mis en grève pour réclamer un titre de séjour et une vie digne.

La solidarité du milieu militant pour faire face à la répression

Dans les trois cas, les grévistes ont dû faire face à une forte présence policière et à des interventions musclées, nuit et jour, sur les différents piquets de grève. Les compagnonEs demeurent très motivés malgré la répression : « Nous irons jusqu'au bout », nous dit la porte-parole du mouvement.

Leur lutte exemplaire a entraîné un soutien important du milieu militant local, impulsé par la CGT, soutien auquel les militantEs du NPA Lille participent activement.

Jeudi 23 novembre, nous étions à leurs côtés lorsque les flics ont délogé le piquet de grève de Saint-André qui se trouve devant la maison des compagnons. Les policiers étaient présents en nombre, ils ont empêché les compagnons de sortir de chez eux et leurs soutiens d'aller les rejoindre. Comme d'habitude en macronie, la répression a été violente. Les compagnonEs ont été gazés et l'un d'entre eux a été frappé à la tête. Acte très symbolique car représentatif de l'ordre bourgeois dont ils se font les défenseurEs, les flics ont arraché une des banderoles des compagnonEs sur laquelle était marqué « Emmaüs, y en a marre, l'esclavage c'est fini ». Depuis, la police demeure sur place pour empêcher la reconstitution du piquet de grève devant la maison des compagnonEs. La contestation se poursuit malgré la répression, au rythme des tambours et par tous les moyens dont ces travailleurs et travailleuses exploités et discriminés disposent pour réclamer leurs droits fondamentaux.

Olympe Louise



NPA

SANTÉ La réanimation de l'hôpital Tenon en grève!

Depuis le mercredi 22 novembre, les trois quarts du personnel de la réanimation de l'hôpital Tenon, à Paris (20^e) sont en grève pour revendiquer plus de moyens, de formation et une augmentation de salaires dans un service en crise.

Avec la crise du Covid-19, il y a eu une sur-sollicitation des services de réanimation, le nombre de lits a dû être parfois doublé, plusieurs personnels ont été réquisitionnés et formés « à la va-vite » pour être prêts rapidement et combler les besoins. Malgré tout, les services de réanimation se sont retrouvés au centre d'une attention médiatique leur assurant un soutien politique et matériel pendant un temps, ce qui a finalement permis de tenir en dépit de l'afflux de patientEs et des conditions de travail dégradées.

Changer les conditions de travail

Depuis cette situation de crise, les services de réanimation ont dû, tant bien que mal, revenir à la « normale ». Mais qu'est-ce que la normale dans ce cas ? C'est d'abord la démission de nombreuxEs professionnelEs, épuisés par la période covid. Ainsi à l'hôpital Tenon, presque une dizaine de professionnelles ont



dû être embauchées à peine sorties de l'école infirmière. Formées durant un mois, elles ont dû apprendre une grosse partie de ce métier sur le tas, malgré la grande technicité que demande le travail en réanimation avec des patientEs appareillés. Ce sont ensuite les postes non comblés, les absences non remplacées et les demandes d'heures supplémentaires quasiment chaque semaine, pesant encore sur le

personnel. Lorsque ces heures ne sont pas prises, c'est pour les infirmières comme pour les aides-soignantes une charge de travail qui augmente, les mettant, elles et leurs patientEs, en danger. Et il faut être clair, il ne s'agit pas seulement d'un « manque de soignantes » si les soignantes ne se dirigent pas vers la réanimation, ou bien si elles n'y restent pas après y avoir travaillé, c'est qu'il y a nécessité

pour le service d'être plus attractif en matière de conditions et de charge de travail.

Non aux 60 heures de travail par semaine!

Alors c'est la grève ! Pour celles de l'hôpital Tenon, il n'est plus question de travailler dans des conditions dangereuses. Elles demandent le respect du ratio unE IDE (infirmière diplômée d'État) – unE AS (aide-soignante) pour 4 patientEs (prévu par les textes !), l'embauche d'unE logisticienE et d'unE ASH (agent de service hospitalier) supplémentaire, le remplacement des absences et une meilleure formation des professionnelles. Mais elles demandent aussi le respect de 48 heures de travail sur 7 jours glissants, car avec le système de 12 heures, les soignantEs peuvent se retrouver à faire 60 heures sur certaines semaines.

À l'approche des JO la tension va être à son comble sur les services d'urgences et les réanimations, alors même que ces services sont déjà saturés et les professionnelles épuisées. Comment le gouvernement compte-t-il faire pour demander toujours plus aux professionnelles de santé avec un budget réduit ? La grève de la réanimation doit nous inspirer et nous aider à construire dans tous nos secteurs un mouvement de lutte pour des meilleures conditions de travail !

Correspondante

TRANSPHOBIE TDoR: Honorer les mortEs, se battre pour les vivantEs

Plus d'une quarantaine de rassemblements pour la journée du souvenir trans (TDoR) ont été organisés en France cette année pour rendre hommage à toutes les personnes trans disparues, assassinées ou poussées au suicide. Des événements privés ont également eu lieu dans d'autres villes, comme Dijon.

Pour rappel, entre octobre 2022 et septembre 2023, l'ONG Transgender Europe recensait 327 assassinats de personnes trans dans le monde, et un total de 4 369 entre 2008 et 2022. Les personnes trans sont aussi plus susceptibles de connaître la misère et la précarité. Elles sont deux fois plus nombreuses à vivre dans la pauvreté que la population générale, et le taux de suicide des personnes trans est sept fois plus élevé.

Premier TDoR à Orléans et Saint-Brieuc

Ces rassemblements ont regroupé de plusieurs dizaines à plusieurs centaines de personnes comme à Rennes ou bien à Lille. Certaines villes ont connu leur premier TDoR à l'image d'Orléans ou Saint-Brieuc. À Paris, le rassemblement pour le TDoR était organisé par Acceptess-T et le FLIRT.

Devant plusieurs centaines de personnes, des prises de parole se sont succédées, évoquant les conditions de vie précaires des personnes trans, l'intersection entre les différentes oppressions (racisme, sexisme, validisme, etc.) et la transphobie, dénonçant le projet de loi Darmanin sur l'immigration ou la loi de 2016 de pénalisation des clients.



NPA

De nombreux témoignages de proches de personnes trans disparues ont également marqué la soirée.

L'autre élément marquant de cette année, c'est l'appel de la CGT¹ et de Solidaires² à participer au TDoR. Dans plusieurs rassemblements, les organisations syndicales ont ainsi pris la parole. Cela marque un tournant dans le sens où le mouvement trans s'est longtemps construit en parallèle du mouvement ouvrier, en raison de l'exclusion massive des personnes trans du salariat, et par conséquent, de l'investissement de ces dernières dans les secteurs informels de l'économie comme le travail du sexe.

Avec la simplification du changement d'état civil obtenue en 2016, la simplification de l'accès aux parcours de transition, la plus grande visibilité liée aux questions trans, une nouvelle génération de personnes trans investit le mouvement social, les collectifs féministes, les organisations syndicales et politiques.

Convergences avec le mouvement syndical à construire

Cette convergence a commencé à se mettre en œuvre lors du dernier ExistransInter³, avec la présence d'un cortège inter-syndical comprenant Solidaires, la FSE (Fédération syndicale

étudiante) et le STJV (Syndicat des travailleurs et travailleuses du jeu vidéo) ou l'appel de l'Organisation de solidarité trans à reconstruire les syndicats.

Il s'agit de l'encourager, de l'amplifier. En 2024, l'ExistransInter sera de nouveau organisé à l'automne, le 12 octobre. Nous avons un an pour construire cette échéance, pour que le mouvement social s'empare des revendications des personnes trans, pour construire un mouvement de masse alors que l'offensive transphobe est là. Il y a urgence !

Commission LGBTI

1 – <https://www.cgt.fr/comm-de-presse/ce-20-novembre-la-cgt-est-solidaire-et-appelle-au-trans-day-remembrance>

2 – <https://solidaires.org/sinformer-et-agir/actualites-et-mobilisations/communiqués/20-novembre-journee-du-souvenir-trans-solidaires-appelle-a-rejoindre-les-différents-evenements-du-tdor/>

3 – Manifestation pour les droits des personnes trans et intersexes.

À lire sur le site



Paris 2024, pour les pauvres ni des jeux ni du pain!



Le sénateur et le verre d'ecstasy: non aux pratiques de domination!

Culture



BD Dulcie, de Benoît Collombat et Grégory Mardon

Du Cap à Paris, enquête sur l'assassinat d'une militante anti-apartheid, Éditions Futuropolis, 2023, 304 pages, 26 euros

Cela se fait de plus en plus. Voilà une histoire vraie, une enquête menée par Benoît Collombat, et racontée sous la forme d'une bande dessinée, par Grégory Mardon. Cela permet une lecture plus facile alors qu'il s'agit d'événements plutôt sordides. Il est question d'un assassinat politique, celui de Dulcie September, une militante noire sud-africaine contre le régime d'apartheid, le 29 mars 1988 à Paris. Enseignante, Dulcie avait été déjà condamnée à de la prison pour activité militante dans le parti de Nelson Mandela, l'ANC (African National Congress) considéré alors comme terroriste. Libérée, elle reste sous surveillance et sous menace permanente du pouvoir, alors elle quitte son pays et se retrouve en exil en France. Elle y devient représentante de l'ANC. Elle milite à fond pour soutenir à distance la résistance de son peuple. À travers le combat de Dulcie, c'est aussi l'histoire des relations de la France et de nombreux pays européens avec le régime sud-africain, qui demeureront plus ou moins officiels et secrets, alors que se développe une mobilisation internationale contre l'apartheid et le racisme, avec une campagne de boycott. Au fil des pages, les auteurs nous rappellent l'hypocrisie et le cynisme des gouvernants français, notamment celui de Mitterrand, la

gauche de l'époque, d'un côté dénonçant le racisme, d'un autre continuant les affaires commerciales avec le régime raciste qui réprime les révoltes noires, qui emprisonne, qui exécute régulièrement les militantEs noirEs. Parmi ces affaires, il y a la coopération nucléaire et militaire, par la vente importante d'armes, en passant par des intermédiaires européens et le réseau classique de banques. Pas original du tout dans ce monde capitaliste! Et puis, on retrouve l'État d'Israël (ironie de l'histoire), très impliqué dans l'aide nucléaire et militaire, le trafic passant par là et par l'île de la Réunion (possession française) pour finir en Afrique du Sud.

Cette enquête a le mérite de rappeler toute cette histoire, oubliée ou effacée. Le crime reste impuni trente-cinq ans après, malgré les tentatives de la famille, des militantEs anti-apartheid en France de relancer la justice. Par ce livre, l'hommage est rendu à Dulcie et à toutes celles et ceux qui ont participé au combat anti-apartheid et pro-boycott. Un combat qui en rappelle d'autres.

Philippe Poutou

ESSAI Solidarité animale, défaire la société spéciste, d'Axelle Playoust-Braure et Yves Bonnardel

Éditions La Découverte, 2020, 192 pages, 19 euros.

Asservir, tuer, torturer. En théorie, chacunE considère ces pratiques inhumaines. Pourtant, chaque année, ce sont plus de 1000 milliards d'êtres vivants qui sont tués dans des conditions révoltantes. Inhumaines donc, mais au sens «pas sur des humainEs», ou parce qu'en tant qu'humainEs nous en comprenons l'immoralité et devrions les interdire sur tout être capable de ressentir? *Solidarité animale* nous amène à découvrir en quoi le spécisme est une question sociale fondamentale. Enfermer ou exploiter le corps d'unE autre parce qu'il nous semble inférieur. Sur le papier, nous sommes toutEs d'accord pour dire



que ces comportements doivent être combattus, et c'est d'ailleurs cette ferme conviction qui guide bon nombre de nos luttes. Le racisme ou le sexisme sont des fléaux. Mais quid des animaux? Des animaux «non humains», préciseraient les auteurEs. Pourquoi choisir de les extraire de cette évidence morale? Alors que la science a, depuis longtemps, prouvé qu'ils étaient capables de souffrir, de ressentir, de comprendre le bien-être ou l'ennui, pourquoi continuer à fermer les yeux? Décider que l'être humain est supérieur parce que plus «capable», c'est accepter un ensemble de dérives d'un autre âge. Pas étonnant d'ailleurs de lire que les plus fervents défenseurs de la chasse, de la corrida ou du sacrosaint barbecue sont majoritairement des hommes, de «droite extrême» au minimum.

Intégrer que chaque être doit avoir des droits et que notre capacité à penser doit nous pousser non à objectiver les animaux mais, au contraire, à penser un monde juste pour toutEs, c'est un premier pas vers l'antispécisme. Loin d'être moralisateur, ce livre nous oblige à une vraie remise en question de nos habitudes individuelles, tout en développant les raisons pour lesquelles un changement radical de nos sociétés ne passera que par une prise de conscience collective. La viande étant encore associée à une idée de richesse, de puissance, voire de bonne santé, c'est toute notre culture qui est à revoir, afin de la rendre plus égalitaire.

Alors que végétarienNEs et véganEs sont encore souvent marginaliséEs, il est important d'inverser la tendance, non par souci écologique, mais bien par solidarité pour les animaux qui ne peuvent se défendre et faire évoluer eux-mêmes les mentalités. Parce que, ce livre nous le prouve, la convergence des luttes passera par l'antispécisme, aussi.

Cyrielle L. A.



HISTOIRE Les anarchistes espagnols, les années héroïques (1868-1936), de Murray Bookchin

Traduction Nicolas Calvé, Éditions Lux (Montréal), 2023, 416 pages, 23 euros.

Les éditions Lux nous proposent la première traduction française de l'ouvrage de Bookchin, paru en 1976. Très documenté, très inspiré, très incarné, ce livre brosse un tableau passionnant de ce que fut le courant anarchiste avant 1936. C'est un peu ce qui ressort de ce panorama du courant anarchiste en Espagne, depuis le voyage de l'Italien Fanelli, en 1868, à Barcelone puis à Madrid, sur fond de controverse entre Bakounine et Marx au cœur de l'AIT¹, jusqu'à la constitution de la CNT, dont on connaît le rôle et le poids lors de la révolution et de la guerre en Espagne, notamment en Catalogne. On y suit l'implantation des premiers noyaux de militantEs, plutôt intellectuels à Madrid, plutôt prolétaires à Barcelone, la rigueur morale des premiers anarchistes d'Espagne, leur préoccupation

permanente de mettre en adéquation leurs comportements et leur mode de vie avec leur idéal anti-hiérarchique et anti-autoritaire.

L'auteur nous guide, depuis les premiers tenants de «l'idée», terme un peu mystérieux qui incarne en Espagne l'Anarchie, aux anarcho-syndicalistes, en passant par les syndicalistes révolutionnaires. Il évoque les débats, les différences de pratiques et de doctrine, de l'insurrection locale au terrorisme en passant par l'antiparlementarisme, le refus du jeu électoral et la grève générale insurrectionnelle qui, finalement, fusionneront dans la grande CNT. Des questions qui traversent le mouvement ouvrier international, au-delà des seulEs anarchistes, et dont l'actualité reste frappante.

Certains passages du livre de Bookchin sont particulièrement lumineux, telle la description de la situation politique et sociale en Espagne à la fin du 19^e siècle qui, si elle a pour fonction de montrer que ces contrées étaient alors prête à accueillir «l'idée» à un niveau de masse, nous éclairent très précisément sur la réalité actuelle de l'État espagnol, avec un ancrage très fort de la politique au niveau des «communautés autonomes», la place prépondérante du nationalisme catalan ou basque, et les différenciations nationales, culturelles et sociales qui la fondent. Les quelques pages qui évoquent l'engagement pédagogique et politique de Francisco Ferrer² sont également très fortes, qui établissent l'importance de l'École moderne en Espagne, notamment en Catalogne. On y voit Ferrer, militant républicain, forger dans un seul mouvement ses conceptions pédagogiques et sa vision politique du monde, et devenir un précurseur des courants pédagogiques émancipateurs en Europe ainsi qu'une figure importante du mouvement anarchiste.

Claude Moro

1 – Association internationale des travailleurs (AIT) fondée en 1864 à Londres, sous l'impulsion de Marx et Engels.

2 – <https://maitron.fr/spip.php?article154774>

IV^e INTERNATIONALE *Inprecor* 714

Correspondance de presse internationale, novembre 2023



La dernière livraison d'*Inprecor*¹ fait une très large place à la Palestine et comprend, outre une déclaration du bureau exécutif de la IV^e Internationale, des contributions de B'Tselem et de Michel Warschawski. On y trouve également un tour d'horizon très complet

des mobilisations pour la Palestine de par le monde! Par ailleurs, une déclaration du Comité international fait le point sur la situation internationale ouverte par la guerre en Ukraine et en Palestine: «En solidarité avec les luttes des peuples contre l'impérialisme débridé». À lire aussi, entre autres, un compte rendu du contre-sommet des peuples au Maroc, un point de vue sur les positions du PSOL brésiliens vis-à-vis du gouvernement Lula, des notes de lecture sur le livre de Franck Gaudichaud, *Découvrir la révolution chilienne (1970-1973)* et de Robert Hirsch, *Résistance antinazie, ouvrière et internationaliste. De Nantes à Brest, les trotskistes dans la guerre.*

Claude Moro

1 – En vente à La Brèche: <https://la-breche.com/product/21312>

AVEYRON À Millau, Philippe Poutou fait le lien entre les luttes des salariéEs

Ce jeudi 23 novembre, Béatrice Walylo et Philippe Poutou sont venus à Millau pour la présentation dédicace du livre «Un petit candidat face aux grands médias» et pour une séance du film «Il nous reste la colère».

Cette initiative a été bien relayée par les journaux et les radios. Philippe a donné une interview à la radio Totem. Les MillavoisEs présentEs ont pu débattre sur la problématique des médias mainstream et sur le mépris de classe induits. Autour d'un pot et des dédicaces, les participantEs ont pu échanger plus en particulier avec les co-auteurs. Plus d'une vingtaine de livres ont été vendus ce soir. Dans une seconde partie de soirée, la projection du film a été très appréciée. Nous avons pu faire le lien entre la lutte des Ford et les luttes du département: la lutte de l'usine Sam, de l'usine Bosch



NPA

Vie du NPA

et actuellement avec la lutte des facteurs et factrices de Millau qui sont à leur 31^e jour de grève. Nous avons été invitéEs par l'intersyndicale de La Poste à nous joindre au piquet de grève à 7 heures du matin sur un des ronds-points pour une distribution de tracts. Philippe et Béatrice ont pu échanger avec les syndicalistes en grève.

Pour le NPA local, la soirée nous a permis de prendre des contacts avec des sympathisantEs souhaitant adhérer à notre comité NPA Millau.

CorrespondantEs

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

★ la-breche.com

01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

« L'extrême droite et la droite sont les premiers lieux de production d'opinions antisémites »

Entretien. *L'Anticapitaliste a rencontré Simon Assoun du collectif Tsedek!, un collectif de juives et juifs décoloniaux luttant contre le racisme d'État en France, et pour la fin de l'apartheid et de l'occupation en Israël-Palestine. Extrait.*

Le collectif Tsedek, qui veut dire « justice » en hébreu a été fondé en juin 2023. D'où vient la création du collectif ?

Tsedek est né de la rencontre entre des militants et militantes juifs et juives issus du mouvement social, des luttes de l'immigration contre le racisme et contre le colonialisme et l'apartheid en Israël et Palestine. Ils et elles avaient envie et besoin de porter une voie juive décoloniale dans le débat public en France. Pour nous, la pensée décoloniale c'est une pensée qui cherche à identifier ce qui dans les rapports d'oppression, dans les rapports d'exploitation relève de ce processus de domination du Nord sur le Sud, et de cette hégémonie occidentale, héritée notamment de la période coloniale. Nous parlons de capitalisme, d'impérialisme, de racisme, et la pensée décoloniale essaye d'identifier ce qui est central et ce qui est opérant dans ces phénomènes-là et renvoie à cette histoire coloniale européenne. Nous avons développé ce collectif pour développer des outils théoriques, politiques et pour intervenir dans le débat public, politiquement, sur les luttes autour du racisme d'État, des luttes contre le colonialisme, que ce soit en France ou en Palestine. Cette pensée décoloniale est très utile et très opérante pour appréhender l'histoire juive et la situation actuelle des populations juives. On parle de l'antisémitisme, on parle des processus de racialisation des juifs. Ça nous permet d'appréhender toutes ces questions qui nous concernent pour se les réapproprier et devenir des vrais sujets politiques.

On a envie que Tsedek soit également un espace pour se réapproprier, de manière collective, tout un tas d'éléments de la judaïté, ce que ça veut dire d'être juifs en France. Il s'agit de développer des initiatives culturelles, autour des spiritualités, des différentes manières d'être juifs, de vivre sa judaïté, de vivre son rapport au monde. Pour nous, c'est aussi une démarche décoloniale, de réappropriation d'une partie de nous-mêmes, d'une partie de notre identité qui est très impactée par la modernité, par le monde tel qu'il est aujourd'hui — donc structuré par l'exploitation, par l'oppression, par le capitalisme et par l'histoire de la colonisation qui est très centrale dans la formation du monde actuel. Malgré la décolonisation, la pensée décoloniale vient dire qu'on vit toujours dans ce même monde, dans ces mêmes rapports de domination Nord-Sud et qu'il s'agit d'aller au bout de ce processus d'émancipation collective de libération, ce qui inclut aussi la question du système de production du capitalisme.



Nous observons aussi une racialisation de plus en plus intense des rapports sociaux, des rapports politiques, et du coup une augmentation des discours racistes et antisémites

Aujourd'hui qu'est-ce que l'antisémitisme en France? D'où il vient? Qui produit l'antisémitisme? Qui concerne-t-il? Comment concerne-t-il les juifs en France?

Il faut partir d'une définition pas trop compliquée et définir l'antisémitisme comme étant l'hostilité contre les juifs en tant que juifs. C'est ça l'antisémitisme. C'est un discours qui a une fonction très importante dans la formation des États-nations européens et des sociétés modernes européennes car c'est le discours qui a permis de justifier, de légitimer le fait que ces sociétés, ces États-là se sont construits en partie contre les juifs, et en partie sans les juifs. En reprenant les discours antijuifs issus du Moyen-Âge, voire de l'Antiquité, qui ont toujours perçu les juifs comme des éléments étrangers aux sociétés européennes, avec toute une dimension de menace : de dissolution, de saper les bases de la cohésion dans la modernité de la nation et de l'État-nation. C'est la fonction historique de l'antisémitisme. On dit que l'antisémitisme est multiforme et même protéiforme, qu'il peut s'hybrider de différents éléments de pensée. Aujourd'hui les formes, peut-être les plus hégémoniques de la pensée antisémite, renvoient d'une part à la racialisation des juifs, une manière de les altérer, de les minoriser et, d'autre part, à tous les discours complotistes qui s'articulent autour des idées très classiques de l'antisémitisme traditionnel, sur les juifs et le pouvoir, sur l'argent, etc. Ce qui reste prégnant dans l'antisémitisme aujourd'hui, ce sont ces préjugés-là, ces idées-là issues de l'antisémitisme traditionnel.

Quand tu dis « racialiser », est-ce que tu veux dire penser les juifs en tant que peuple, en tant que race, comme un tout racial, comme un champ culturel, politique, religieux?

Tout ce qui est exprimé sur le champ de la culture, de la religion ou de la politique vient

de cette matrice qui vise à considérer les juifs comme un tout, un tout autre, un tout étranger, l'extranéité imposée aux juifs. On peut remonter aux publications et aux débats en Espagne sur les lois du sang, à l'époque de la Reconquista : quand il était dit que les juifs n'étaient pas d'ici, qu'ils n'avaient rien à faire en Europe.

Les enquêtes de la CNCNH (Commission nationale constitutive des droits de l'homme) sont un peu paradoxales : elles constatent une baisse générale des opinions antisémites en France, ainsi qu'une baisse générale des opinions racistes, avec une hausse de l'indice de tolérance. En revanche, on constate une augmentation des actes antisémites et des actes islamophobes. Nous observons aussi, à côté de ces travaux-là, une racialisation de plus en plus intense des rapports sociaux, des rapports politiques, et du coup une augmentation des discours racistes et une mise en circulation d'idées racistes et antisémites. Nous identifions en France aujourd'hui, et les enquêtes et les travaux de la CNCNH le montrent, l'extrême droite et la droite comme étant les premiers lieux de production d'opinions antisémites. Avec ce maintien des idées traditionnelles de l'antisémitisme : le rapport entre les juifs et l'argent, le rapport entre les juifs et le pouvoir, les juifs sont des étrangers, les juifs ne sont pas des Français comme les autres, etc. On voit bien que dans les différentes idées complotistes, très souvent on en revient aux juifs, y compris dans les idées complotistes qui visent à dénoncer une invasion migratoire, un grand remplacement, etc., très souvent on a la figure du juif qui vient organiser le grand remplacement.

On a vu le renouveau de ces questions-là et du complotisme sur les questions du vaccin...



La période du covid a été une fenêtre sur cette question. Cela a pu prendre des tournures extrêmement dramatiques, notamment aux États-Unis, avec l'attentat de Pittsburgh. Son auteur revendiquait cette idée-là, c'est pour cela qu'il s'en est pris à une synagogue.

Ce premier lieu de production déborde de ce qu'est la droite et l'extrême droite parce que les idées d'extrême droite en général sortent de leur cadre et se diffusent, sont reprises par des acteurs politiques qui ne sont pas directement issus de l'extrême droite. On en a une illustration quand on voit les mémoires de Barrès, de Maurras ou de Pétain être réhabilitées et remises à l'ordre du jour.

On pourrait parler du livre de Gérald Darmanin, dans lequel pour justifier sa politique islamophobe, il revendique la politique napoléonienne à l'égard des juifs qui était une politique en grande partie anti-juive, antisémite.

D'autres formes de judéophobie, d'antisémitisme, qui ne relèvent pas de la même histoire, des mêmes rapports sociaux existent. Elles se sont beaucoup exprimées à travers l'augmentation des actes antisémites depuis le 7 octobre et irriguent les classes populaires, et notamment issues de l'immigration arabo-musulmane, post-coloniale. Cela renvoie à l'histoire coloniale, à la pénétration coloniale européenne dans les pays à majorité musulmane. **Propos recueillis par Manon Boltansky**

À voir sur le site

Tsedek, le collectif juif décolonial, entretien avec Simon Assoun



Suis-nous

<https://linktr.ee/lanticapitaliste>

lanticapitaliste.org
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UCNPALanticapitaliste)
[lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/Lanticapitaliste1)
[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°150 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

L'image de la semaine

